



L'essentiel du Bulletin d'information n° 891 septembre 2025

Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.

Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur www.ocbf.com.

Droit bancaire

Réforme du crédit à la consommation : l'ordonnance n°2025-880 du 3 septembre 2025 transpose en droit français la directive 2023/2225 du 18 octobre 2023 relative **aux contrats de crédit aux consommateurs, qui abroge la directive 2008/48/CE**. Alors que cette dernière reposait sur une harmonisation minimale, laissant aux États membres la faculté de maintenir ou d'adopter des dispositions plus protectrices, la nouvelle directive établit un cadre **d'harmonisation maximale**, sauf dérogations expressément prévues (article 42 de la directive). L'ordonnance modifie en conséquence et en profondeur le code de la consommation (livres II, III et VII) ainsi que le code monétaire et financier, **afin d'élargir le champ d'application du crédit à la consommation et de renforcer les règles encadrant l'octroi de crédit**.

Marchés financiers

AMF : une proposition de loi entend donner à l'AMF les outils nécessaires pour renforcer l'efficacité et l'efficience de son action répressive, **lutter contre la fraude financière et renforcer la sécurité financière**.

Banque-Assurance

Médiation : le communiqué de presse présentant le **rapport annuel 2024** fait état d'un « **record historique de saisines de la Médiation de l'Assurance** ».

Finance durable

Label ISR : le label dévoile un **nouveau logo** et une **campagne d'information** multicanale, après la publication d'une **nouvelle étude « Les Français et l'épargne responsable »**.

Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable

AMF : publication des orientations de l'ESMA sur les pratiques de surveillance permettant aux autorités compétentes de prévenir et de détecter les abus de marché au titre du règlement sur les marchés de crypto-actifs.

BCE : modification du règlement FINREP.

Exigences réglementaires pour risque de marché

(Règlement FRTB) : modification de la date de mise en œuvre.

Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - [Eva Ruimy](#)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - [Arnaud Kerael](#)

Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - [Ludivine Polère](#)

Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - [Christian Meyer](#)

Droit des sociétés - [Eva Ruimy](#)

Social - [Anne-Sophie Lapotre](#)

Veille documentaire - [Anne-Sophie Lapotre](#), [Emmanuelle Colson](#) et [Aurélien Duchemin](#)



L'essentiel du Bulletin d'information n° 891 septembre 2025

Fiscal

Facturation électronique : le 1^{er} septembre 2026, date de l'obligation, approche...

Imposition des entreprises multinationales opérant dans l'Union Européenne : proposition législative européenne établissant un mode de calcul commun de l'assiette fiscale.

Impôt sur les sociétés : l'option pour l'IS d'une société de personnes doit figurer sur sa déclaration de création.

TVA facturée à tort : régularisation possible uniquement si l'auteur est de bonne foi.

Assimilation d'une société étrangère à une société de droit français : le Conseil d'Etat fixe les conditions.

Corruption

HATVP : la Haute autorité publie son bilan annuel des activités de représentation d'intérêts.

Assemblée nationale : une proposition de loi « *visant à étendre les obligations anticorruption aux filiales françaises de groupes étrangers* » a été déposée le 16 septembre 2025.

Services et instruments de paiement

CJUE : la Cour de justice apporte des précisions concernant l'obligation de signaler « sans tarder » une opération de paiement non autorisée (CJUE 1^{er} août 2025).

AMF : les autorités de marché française, autrichienne et italienne appellent à un cadre européen renforcé des marchés de crypto-actifs.

Banque de France : l'OSMP publie son rapport annuel 2024.

Économie numérique, informatique et libertés

ACPR : état des lieux sur l'open banking en France.

CEPD : le Comité européen de la protection des données publie ses lignes directrices sur l'interaction entre le règlement sur les services numériques et le RGPD.

CJUE : la Cour de justice précise les contours du droit à l'effacement des données à caractère personnel dans le cadre d'un processus de recrutement (CJUE 4 septembre 2025).

IA : la DGCCRF coordonnera l'action des autorités de surveillance sectorielles françaises pour la mise en œuvre du règlement européen sur l'intelligence artificielle.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

GAFI : le Groupe d'action financière publie une série de guides pour aider les pays à développer et à renforcer leur approche fondée sur les risques.

Commission européenne : l'UE présente son « 19^e train de sanctions » contre la Russie.

Tracfin : le Service de renseignement financier de Bercy publie le tome 2 de son rapport d'activité 2024.

Sénat : une proposition de loi « *pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment* » a été déposée le 19 août 2025.

Social

Congés payés et arrêt maladie :

- la Cour de cassation met le droit français en conformité avec le droit européen en confirmant que dès lors qu'un salarié placé en arrêt maladie pendant ses congés payés a notifié à son employeur cet arrêt, il a le droit de les voir reportés.
- Le ministère du Travail met à jour la page de son site consacrée aux congés payés, afin d'y intégrer l'arrêt.

Discrimination au travail et protection des parents d'enfants handicapés : selon la Cour de justice européenne, la protection des droits des personnes handicapées contre les discriminations indirectes s'étend aux parents d'enfants handicapés.

Suicide au travail : le ministère du Travail a publié une nouvelle fiche pratique sur la prévention du suicide au travail.

Pour vous abonner au Bulletin d'information, renvoyez-nous ce formulaire : [cliquer ici](#)



Sommaire du Bulletin d'information n° 891 septembre 2025

Droit général français et européen		
Grandes réformes	5	
- Droit civil		
- Droit européen		
Droit des affaires	9	
Droit bancaire	12	
- Compte		
- Crédit		
- Médiation		
Droit bancaire – Ordonnance de transposition de la directive 2023/2225 relative au crédit à la consommation	15	
- Champ d'application		
- Publicité et informations générales		
- Informations précontractuelles et consentement		
- Services de conseil et devoir de mise en garde		
- Evaluation de la solvabilité et devoir de mise en garde		
- L'accord exprès		
- Droit de rétractation		
- Remboursement anticipé et remédiation		
- Service de conseil aux personnes endettées		
- Découverts et dépassements		
- Exigences professionnelles et sanctions		
- Entrée en vigueur		
Panorama de jurisprudence		
Droit bancaire, Droit des affaires	21	
- Consommation		
- Crédit		
- Droit civil		
- Procédures collectives		
- Sûretés		
- Marchés financiers	25	
- Autorité :AMF :proposition de loi visant à lutter contre la fraude financière et à renforcer la sécurité financière		
- Épargne réglementée		
- Gestion d'actifs		
- Infrastructure de marché		
- Marché		
- Médiation :		
- Protection des investisseurs		
- Sanction, transaction et jurisprudence		
Banque-Assurance	33	
- Distribution d'assurances : démarchage téléphonique :appel de l'ACPR à la vigilance-Médiation :rapport annuel 2024		
Finance durable	36	
- Finance responsable :Label ISR : étude « Les Français et l'épargne responsable, lancement d'une campagne nationale et nouveau logo		
- Finance verte		
Droit des sociétés	41	
- Gouvernance		
- Valeur mobilière		
Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme	43	
- Règlementation		
- Autorité :Tracfin :publication du tome 2 du rapport d'activité 2024		
- Coopération européenne et internationale		
- Sanction financière		
- Jurisprudence		
Corruption	49	
- Autorité		
- Jurisprudence		
Économie numérique, informatique et libertés.....	52	
- Économie et finance numérique		
- Informatique et libertés : CEPD :lignes directrices sur l'interaction entre la réglementation sur les services numériques et le RGPD.		
- Sécurité		
- Jurisprudence : transmission de données personnelles à un tiers sans autorisation : illustration dans le cadre d'un processus de recrutement – pseudonymisation et transfert de données :précisions de la CJUE		
Services et instruments de paiement	65	
- Instruments de paiement : conditions de participation à un système de paiement :publication d'un arrêté du ministre de l'économie au Journal Officiel		
- Services de paiement : révision de la DSP2 : point d'étape		
- Jurisprudence : CJUE :précisions sur l'obligation de signaler sans tarder une opération de paiement non autorisée		
Fiscal	74	
- BIC-IS : plus et moins values de cession de parts de sociétés de personnes-imposition des entreprises multinationales opérant dans l'Union Européenne		
- Droit d'enregistrement : :augmentation temporaire des droits d'enregistrement sur les ventes immobilières		
- Impôt sur le revenu : affaire « cumcum » :nouvel épisode bancaire		
- International		
- Procédure : un avis de recouvrement qui ne mentionne pas la qualité de son auteur peut être régulier-droit de communication de l'administration fiscale		



- **Taxe sur la valeur ajoutée** : TVA facturée à tort : conditions de régularisation
- **Jurisprudence** : assimilation d'une société étrangère à une société de droit français-impôt sur les sociétés : l'option pour l'IS formulée par une société de personnes doit figurer sur la déclaration de création

Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable **83**

- **Autorité**
- **Coopération internationale**
- **Réglementation comptable et audit**
- **Réglementation prudentielle** : exigences réglementaires pour risque de marché (Règlement FRTB) : modification de la date de mise en œuvre

Social **88**

- **Conditions de travail**
- **Droit du travail** : congé de paternité et d'accueil de l'enfant
- **Formation professionnelle**
- **Protection sociale, retraite**
- **Rémunération, avantages sociaux, intéressement et participation**
- **Jurisprudence** : congés payés et arrêt maladie-congé payé et décompte des heures supplémentaires-discrimination au travail : protection des parents d'enfants handicapés-redressement Urssaf à la suite d'un contrôle : jusqu'à quand son fondement peut-il être modifié ?